



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2770  
3 septembre 2021  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **Lutte** **ouvrière**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Afghanistan, Irak, Mali:**



# **à bas les interventions impérialistes !**

RADIO CANADA

### **Passé sanitaire**

**Une contrainte de plus  
pour les salariés**

page 4

### **Migrants et réfugiés**

**Liberté de circulation  
et d'installation!**

pages 3, 6 et 7

### **Salaires**

**Pour les augmenter,  
il faudra se battre**

page 8

**Leur société**

- Macron en Irak: des marchés à saisir 3
- Réfugiés afghans: l'hypocrisie du gouvernement 3
- Passe sanitaire: une contrainte de plus pour les salariés 4
- Manifestations anti-passe: septième samedi 4
- Aides au patronat: le « quoi qu'il en coûte » permanent 4
- Le mépris de Blanquer crève l'écran 4
- À gauche: candidatures multiples pour une même impasse 5
- Primaire à droite: droite primaire 5
- RN: Bardella, les siens et les nôtres 5
- Violences conjugales: l'impunité vient d'en haut 5
- Manifestations du 5 octobre: les travailleurs doivent défendre leurs objectifs 8
- Le Maire et le Medef: main dans la main 8
- Salaires: pour les augmenter, il faudra se battre 8
- Rentrée scolaire: la « normalité » selon Blanquer 9
- Lycée Jean-Macé – Rennes: une sanction inacceptable 9
- Nouvelle hausse de gaz: ils nous gonflent 9
- Mayotte: Darmanin contre les migrants 9

**Dans le monde**

- Afghanistan: concurrence terroriste et responsabilité occidentale 6
- Qatar: bagne meurtrier 6
- Migrants: l'Union européenne se barricade 6
- Réfugiés afghans: la paix des cimetières et des camps 7
- États-Unis: le capitalisme engendre la misère 7
- Allemagne: les cheminots en grève pour les salaires 7
- Algérie-Maroc: une tension orchestrée de part et d'autre 12
- Les Antilles sous Covid: pas de fatalité! 12
- Un monde foot, un monde dingue 12

**Dans les entreprises**

- SMRC – Gondecourt: la grève fait plier la direction 10
- Hôpital de La Timone – Marseille: il manque toujours du personnel 10
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 10
- RATP bus: la direction désavouée 11
- Grenoble: grève dans les bibliothèques 11

**Agenda**

- Lutte ouvrière à la Fête de L'Humanité 3
- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

# Afghanistan, Irak, Mali: à bas les interventions impérialistes!

Il y a unanimité pour constater la débâcle de l'impérialisme américain en Afghanistan. Et comment pourrait-il en être autrement, quand on a en tête les images révoltantes des dizaines de milliers d'Afghans suppliant d'être évacués par l'armée américaine, leurs tentatives désespérées pour s'accrocher aux avions et, s'ajoutant à ce chaos, les attentats à la bombe?

Mais les défenseurs de la politique des grandes puissances expliquent cette faillite par le fait que l'on ne peut pas apporter la liberté de l'extérieur ou, pire, « *que le peuple afghan n'est pas mûr pour la démocratie* ». Comme si les dirigeants américains, et derrière eux tous leurs homologues occidentaux, étaient allés en Afghanistan pour cela!

Les États-Unis ont envahi l'Afghanistan en 2001, à la suite des attentats du World Trade Center. Ils traquaient Ben Laden, le cerveau d'Al Qaida, mais surtout cela leur donnait une occasion en or pour occuper cet immense pays et tenter d'installer un régime à leur botte dans une région stratégique.

Pendant ces vingt années de guerre, ils ont cherché à s'appuyer sur toutes les cliques possibles, y compris les plus corrompues et les plus réactionnaires, pour installer un semblant d'État et une armée afghane. Ils ont dépensé 2 000 milliards de dollars pour cela. Ce n'était pas pour construire écoles, hôpitaux ou infrastructures susceptibles de changer la vie des habitants, et leur offrir des perspectives pour vivre mieux!

Après 2 500 morts parmi les soldats américains, plus de 200 000 parmi les Afghans, et des millions de déplacés et réfugiés, les États-Unis laissent derrière eux une poudrière. Non seulement ils se résignent au retour des talibans, mais ils comptent désormais sur eux pour combattre les milices de Daech, jugées plus dangereuses encore.

La population, notamment la petite bourgeoisie qui s'est développée à l'ombre de la présence occidentale et qui a cru aux promesses des États-Unis, se retrouve piégée dans un des pays les plus pauvres du monde, gangrené par le fanatisme et la barbarie. Les femmes se terrent, sans savoir si elles auront le droit de travailler, d'étudier ou de sortir de chez elles sans cette prison qu'est la burqa. Voilà ce que valent les promesses de libération et de démocratisation des dirigeants impérialistes!

Ce qui se passe en Afghanistan doit nous servir de leçon, car si la France n'a eu qu'un rôle secondaire et suiviste vis-à-vis des États-Unis, elle joue

elle-même aux apprentis sorciers au Mali et dans la zone du Sahel.

Pour défendre les intérêts des Total, Bolloré, Dassault et Cie, le gouvernement français conserve des prétentions de grande puissance.

Macron l'a montré en se rendant vendredi 27 août au sommet de Bagdad, en Irak. Censé coordonner la lutte contre le terrorisme, celui-ci réunissait, entre autres, l'Arabie saoudite, dont le régime moyenâgeux n'a rien à envier à celui des talibans et qui est bien connue pour soutenir certains groupes terroristes contre d'autres. Cette mise en scène est abjecte mais, pour Macron, c'était une occasion comme une autre de se faire valoir.

Sans rire, Macron a posé en donneur de leçons sur le thème: « *La France, elle, ne se désengagera pas et restera présente en Irak, comme au Sahel.* » Il a même ajouté: « *La France n'abandonne pas ceux qui se sont battus à ses côtés.* » Quel cynisme!

Au moment où la terreur s'abattait sur Kaboul, Macron proclamait qu'il s'opposerait à l'arrivée d'un nouveau flux d'immigrés afghans! Et sa pseudo-proposition de zone protégée pour rapatrier des auxiliaires afghans n'est qu'un faux-semblant. Comme l'a montré le sort réservé aux harkis, les supplétifs de l'armée française, après la guerre d'Algérie, les dirigeants impérialistes n'ont que faire de ceux qui se mettent à leur service.

Les principales victimes de l'impérialisme sont les femmes et les hommes des pays pillés et ravagés par les guerres. Ce sont les femmes et les hommes d'Afghanistan, d'Irak ou du Mali. Mais nous sommes tous doublement concernés. D'abord, parce qu'il est illusoire de penser vivre en paix dans un monde rendu invivable pour des millions de femmes et d'hommes. Et puis, parce que les multinationales au profit de qui on opprime les peuples des pays pauvres sont les mêmes qui nous exploitent et nous appauvrissent ici.

Aucun des problèmes qui se posent à l'humanité – le risque d'une guerre généralisée, le terrorisme, la crise économique ou écologique – ne peut être résolu sans remettre en cause la domination de l'impérialisme et son fondement, le capitalisme.

Dans ce combat, les victimes de l'impérialisme, les Afghans, Irakiens ou Africains, qui frappent à nos portes, ne sont pas des ennemis, mais des alliés. La première des choses est de leur tendre la main.



Départ des troupes américaines.

FRANCE INFO

## Macron en Irak : des marchés à saisir

Samedi 28 et dimanche 29 août, Macron a entrepris une opération de propagande et de promotion de l'impérialisme français en Irak. Il a fait la tournée des églises et mosquées, jouant les défenseurs des droits des peuples et des minorités nationales.

Macron a participé à une conférence « pour la coopération et le partenariat » avec l'Irak et les pays voisins : Égypte, Iran, Jordanie, Arabie saoudite... Macron, seul chef d'État occidental présent, prétend jouer un rôle d'arbitre entre des puissances régionales rivales qui interviennent par milices interposées sur le sol irakien. Il cherche surtout à saisir l'occasion du repli des troupes américaines, prévu pour décembre, pour se mettre en avant comme serviteur des intérêts de l'impérialisme français. Il a ainsi promis que l'armée

française resterait en Irak, même si les États-Unis retireraient leurs troupes. Mais la raison de cette présence n'a rien à voir, ni avec la démocratie ni avec le droit des peuples, mais tout à voir avec les intérêts des groupes capitalistes français.

Dans les décombres d'un pays détruit par la guerre, ceux-ci voient des marchés à saisir, avec de nombreux chantiers de reconstruction, par exemple celui de l'aéroport de Mossoul. Suite à la dernière visite de Macron en septembre 2020, ADP Ingénierie avait décroché un premier contrat pour

sa réhabilitation. Il s'agissait dans un premier temps de 700 000 euros, payés par l'État irakien à ADP avec des fonds avancés par l'État français. Puis en avril d'autres groupes français, dont Vinci et Thales, ont été reçus par les autorités irakiennes pour négocier la réalisation des travaux de cet aéroport.

Mais l'occupation armée de l'Irak par les puissances impérialistes entretient le terrorisme, ce qui compromet même la bonne marche de ces affaires. L'incertitude sur l'avenir prévaut, et un climat de guerre persiste : le 19 août, l'armée turque a une nouvelle fois bombardé la région kurde au nord de l'Irak. Cette fois, il s'agissait d'une clinique où étaient soignés des membres d'une milice kurde irakienne alliée au PKK, le parti nationaliste kurde de Turquie, et où les bombardements ont tué huit personnes, miliciens et civils. Un mois plus tôt, c'était Daech qui revendiquait un attentat au marché de Bagdad, faisant trente morts. L'impérialisme américain et ses alliés, dont la France, sont responsables du chaos actuel, qui est la conséquence des guerres qu'ils mènent en Irak depuis trente ans.

Mais qu'importe, les capitalistes dont Macron est le visiteur de commerce sont capables de tirer du sang d'un caillou, en l'occurrence des profits des ruines résultat de leurs bombardements.

Célia Morin

## Réfugiés afghans : l'hypocrisie du gouvernement

Sous prétexte de « préserver l'ordre public », la préfecture a interdit le 29 août une manifestation à l'initiative de plusieurs associations, dont l'Association solidarité et culturelle des Afghans à Paris et Enfants d'Afghanistan et d'ailleurs.



Les organisateurs entendaient dénoncer les mensonges du gouvernement, qui prétend accueillir les Afghans alors que, dans la réalité, même la loi sur le regroupement familial n'est pas respectée. Ils exigent que la France accorde « la protection aux Afghans en France et à l'ensemble de leurs proches encore présents en Afghanistan ».

En outre, de lourdes menaces pèsent sur les demandeurs d'asile présents sur le territoire. Un responsable de la Cour nationale du droit d'asile (CDNA) a

même envoyé un mail le 27 août aux membres chargés d'étudier des dossiers de demandes d'asile. Selon lui, la situation en Afghanistan étant en voie de stabilisation, « la demande de se voir octroyer une protection subsidiaire ne peut être qu'écartée ».

Un cynisme révélateur de la façon dont des bureaucrates, des policiers, et toute une partie de l'appareil d'État vont mettre en œuvre la politique annoncée en quelques mots par Macron.

Denis Aler

ABDULLAH RASHID REUTERS



Mossoul, encore en ruines, en février 2020.

## AGENDA

### Lutte ouvrière à la Fête de L'Humanité



Les 10, 11 et 12 septembre, Lutte ouvrière aura un stand à la Fête de L'Humanité qui se tiendra encore cette année à La Courneuve en Seine-Saint-Denis. Notre stand sera situé rue du Pluralisme des médias, proche de l'Agora.

Des débats y seront organisés sur différents thèmes : « Ce n'est pas la vaccination qu'il faut combattre mais le capitalisme », « La politique sanitaire du jeune État soviétique dans la Russie révolutionnaire », « La débâcle militaire américaine en Afghanistan et l'horreur de la domination impérialiste », « La crise de l'économie capitaliste ».

Il y aura aussi des expositions commentées sur le trotskysme et les idées de Lutte ouvrière, la projection d'une vidéo « *Travailleurs de tous les pays, une seule classe ouvrière* », ainsi qu'une librairie avec des ouvrages sur le mouvement ouvrier et les publications de Lutte ouvrière.

### Fêtes régionales de Lutte ouvrière

#### Lyon

Samedi 18 septembre  
à partir de 17 heures  
et dimanche 19 septembre

Hall des fêtes, Saint-Fons

avec Nathalie Arthaud

#### Lille

Samedi 25 septembre  
de 15 h à minuit

Le Chapitô  
Parc Gustave-Engrand  
à Hellemmes, rue Corneille

avec Nathalie Arthaud



## Passé sanitaire : une contrainte de plus pour les salariés

Depuis le lundi 30 août, le passe sanitaire est obligatoire pour presque deux millions de salariés en contact avec le public. Cela concerne les serveurs des bars et restaurants, les bibliothécaires, les employés des piscines ou des salles de sport, les contrôleurs dans les trains, etc.

Contrairement à ceux de la santé, la vaccination n'est pas obligatoire pour ces travailleurs. Mais la contrainte que représentent la réalisation d'un test anti-Covid tous les trois jours et la fin annoncée du remboursement de ces tests rend de fait la vaccination quasi obligatoire. Ceux qui refusent de présenter un passe valide à leur patron et qui ne peuvent pas être placés hors de contact avec le public – changement de poste au

bon vouloir de l'employeur – peuvent voir leur contrat de travail suspendu, sans salaire, pendant deux mois. Cette mesure donne un nouveau prétexte aux patrons pour exercer contrôles et pressions sur les salariés, sans même parler de tous les travailleurs en situation précaire, intérimaires ou autres, dont le patron a conditionné le maintien de leur emploi à la vaccination.

La majorité des travailleurs concernés sont

vaccinés. Ceux qui étaient réticents ou hésitants ont été vaincus plutôt que convaincus des bienfaits de la vaccination. Le gouvernement se vante depuis quelques jours de la progression spectaculaire du nombre de vaccinés dans le pays. C'est à coup de trique qu'il aura atteint le chiffre de 50 millions de primo-vaccinés au 1<sup>er</sup> septembre.

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement justifie toutes ses mesures coercitives, couvre-feu, confinement, passe sanitaire obligatoire, contrôles et amendes diverses, par la nécessité de lutter contre le virus. C'est un prétexte grossier. Les multiples incohérences dans la mise en

œuvre de ces mesures, le maintien des hôpitaux dans le même état de sous-effectif qu'il y a deux ans, ou encore le refus d'imposer la levée des brevets sur les vaccins, le prouvent. Macron a fait un calcul politique à huit mois des présidentielles, pour se donner la posture d'un chef autoritaire, pour semer la division parmi les travailleurs et faire diversion pour mieux porter les attaques antiouvrières en préparation.

Le patronat n'a certes pas demandé ce passe sanitaire qu'il est chargé de mettre en œuvre et qui lui crée parfois des complications. Ainsi Roux de Bézieux, président du Medef, ne souhaite pas que cette mesure dure

trop longtemps. L'agenda du Medef, c'est d'abord les attaques contre les chômeurs qui permettront de tirer tous les salaires vers le bas, et la poursuite des aides au patronat, cette fois-ci au nom de la relance et de l'écologie. Les porte-parole patronaux annoncent clairement leurs exigences qu'en serviteur dévoué, Macron se prépare à satisfaire.

Les travailleurs, eux qui font marcher toute la société, doivent se préparer à combattre les uns et les autres, sans se laisser diviser entre vaccinés et non vaccinés, qu'ils soient soumis ou non au passe obligatoire.

**Xavier Lachau**

## Manifestations anti-passe : septième samedi

Par dizaines de milliers, dans 220 villes, 160 000 manifestants ont encore défilé, le 28 août, dans les rues du pays.

Que ceux qui, par leur politique de santé, ont contribué à mettre en danger patients et soignants se permettent à présent un chantage sur les salaires des travailleurs des hôpitaux et des Ehpad est révoltant. Que ces ministres qui n'ont cessé de mentir, sur les masques, les tests, sur presque tout, fassent à présent la morale quant à l'obligation vaccinale pour certaines catégories de travailleurs l'est tout autant. La colère qui

s'exprime contre l'opération politique de Macron est légitime.

Mais ces manifestations regroupent toutes sortes de catégories sociales, de petits patrons ou de couches de la petite bourgeoisie qui se reconnaissent dans des slogans vides de sens commun sur la liberté. Mais de quelle liberté s'agit-il ? La liberté d'un jeune travailleur de galérer en période de chômage en CDD de courte durée, ou celle d'un patron

petit ou grand d'obliger ses salariés à des heures supplémentaires, payées ou non ? Et puis, que vaut la liberté d'entrer dans un magasin lorsqu'on n'a pas le minimum pour acheter quoi que ce soit ? Ce n'est pas sur ce terrain que les intérêts des travailleurs peuvent clairement s'exprimer.

Cette confusion permet à des courants réactionnaires, antivaccination, délirants ou pire clairement d'extrême droite de se mettre en avant.

La seule perspective pour les travailleurs reste



Manifestation à Metz contre le passe sanitaire.

de faire valoir leurs intérêts de classe, avec leurs revendications, qui vont bien

au-delà du seul refus du passe sanitaire.

**Viviane Lafont**

## Aides au patronat : le "quoi qu'il en coûte" permanent

Mercredi 25 août, à l'université d'été du Medef, Bruno Le Maire a annoncé la fin de la politique du « quoi qu'il en coûte ». Les mesures d'aides massives aux entreprises face à la crise sanitaire auraient coûté autour de 240 milliards depuis mars 2020.

Le gouvernement prétend avoir aidé les travail-

leurs comme les entreprises à tenir pendant la



crise. Pour les travailleurs, ça a été d'abord le chômage, en particulier pour les travailleurs les plus précaires, des salaires amputés par le chômage partiel, des primes ou des jours de congés supprimés au bon vouloir des patrons. Des artisans, des commerçants et des restaurateurs ont pu bénéficier de la mise en place d'un système d'aides publiques, que le gouvernement va progressivement réduire. Mais il a surtout été aux petits soins pour les grands groupes, qu'il a aidés à coups de milliards.

Ils s'en sont bien sortis puisque les entreprises du CAC 40 annoncent cet été des bénéfices record.

Le gouvernement déclare vouloir maintenant verser des aides sur mesure, seulement destinées aux entreprises des secteurs ou des régions en difficulté. Bien des petites entreprises risquent de voir les quelques aides qu'elles ont touchées s'arrêter.

Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef, a approuvé cette politique, et a déclaré : « Nous ne sommes pas devenus des

entrepreneurs pour vivre des aides de l'État. » Une belle hypocrisie, car les grands patrons du Medef savent que, pour eux, les aides massives ne s'arrêteront pas. Le gouvernement n'a pas attendu la crise sanitaire pour leur distribuer des centaines de milliards, sous forme de crédit impôt recherche, du crédit d'impôt compétitivité emploi, de diminutions de charges et d'impôts, et bien d'autres. Les caisses de l'État leur sont grandes ouvertes en permanence.

**Hélène Comte**

### Le mépris de Blanquer crève l'écran

« On sait bien qu'il y a des achats d'écrans plats plus importants au mois de septembre qu'à d'autres moments », a osé affirmer Blanquer, afin de justifier

de ne pas avoir augmenté l'allocation de rentrée scolaire cette année.

Déverser son mépris des classes populaires pour justifier les économies sur

leur dos, c'est décidément une spécialité du gouvernement. Il fait moins la fine bouche sur les centaines de milliards qu'il verse au patronat.

## À gauche : candidatures multiples pour une même impasse

En cette fin d'été, le PCF se met sous le signe des « jours heureux », LFI sous celui de l' « Union populaire » et le PS affirme qu'« il est temps de vivre mieux »

Par « jours heureux », le PCF promet des salaires dignes, la retraite à 60 ans avec de meilleures pensions, des vacances. Mélenchon ne promet guère autre chose, et cela ne coûte pas grand-chose au PS de faire les mêmes promesses. Tout cela était déjà dans le Programme commun signé en 1972 par les dirigeants du PS et du PCF de l'époque. La gauche promettait alors de changer la

vie des classes populaires si elle parvenait au pouvoir. Ensuite, entre 1981 et 2017, la gauche a été aux affaires pendant vingt ans, sans que cela change quoi que ce soit pour les ouvriers, si ce n'est en pire.

Aussi bien Fabien Roussel que Mélenchon et Hidalgo parlent de reconquérir les classes populaires. Mais qui a poussé les électeurs des classes populaires à s'absentir, voire à voter pour

Le Pen, si ce n'est les trahisons et les mensonges de la gauche ? Cela n'empêche pourtant pas PCF, LFI et PS de reproposez la même chose, sans même se donner la peine de changer de vocabulaire.

Pour l'instant, les « jours heureux » et le « vivre mieux » sont réservés aux capitalistes et aux actionnaires des sociétés du CAC 40. Et, pour changer cela, il faudra tout autre chose que les partis faillis et déconsidérés de la gauche de gouvernement.

Denis Aler



Le candidat du PCF Fabien Roussel.

## Primaires à droite : droite primaire

À droite, c'est la course pour être candidat à l'élection présidentielle. Après Michel Barnier, Philippe Juvin et Valérie Pécresse, Éric Ciotti est le quatrième candidat à cette primaire de droite.

Xavier Bertrand, lui, en revanche, se dit prêt à se présenter à l'élection présidentielle en dehors de la primaire.

Ces bagarres de politiciens pour leur carrière, ces guerres dans les appareils des partis politiques de la bourgeoisie sont évidemment complètement étrangères aux préoccupations et aux intérêts de la classe ouvrière comme de toute la population, même de la partie qui finit par voter pour eux. Quoi qu'ils disent, quoi qu'ils mettent dans leur programme, ils se préparent tous à gouverner selon les intérêts et les besoins de la grande bourgeoisie, des plus riches et des grandes entreprises.

Mais, pour se faire élire, ils ont besoin de satisfaire leur électorat, attiré de plus en plus par l'extrême droite. Depuis des années, en bons démagogues qu'ils sont, ils reprennent sciemment les

idées du RN pour s'en parer et chercher à garder leurs électeurs. Avec la campagne présidentielle qui démarre, la course aux propos les plus antipauvres, anti-immigrés et réactionnaires a repris de plus belle. Et chacun y va de sa petite, ou grosse, pierre.

Valérie Pécresse a donc pris comme slogan : « la fierté française retrouvée », à destination de ceux qui oublient, en hurlant des cocoricos,

qu'ils sont écrasés par le grand capital. Elle y ajoute des tirades contre l'immigration « incontrôlée » et le séparatisme, toujours pour faire des travailleurs immigrés et musulmans les boucs émissaires de la crise économique et sociale.

Face à cela, Ciotti a sorti l'artillerie lourde. Il veut, dit-il, revenir sur les lois qui régissent l'acquisition de la nationalité afin de rétablir ce qu'il appelle le « droit du sang » pour que « la France reste la France ». Pour lui donc, il ne suffit pas d'accuser

de tous les maux les immigrés et les étrangers, mais il ajoute ceux qui, nés ailleurs, sont quand même de nationalité française. Et il atteint un sommet en proposant « l'inscription dans la Constitution de nos origines chrétiennes ». Cette religion-là, importée du Moyen-Orient par les adeptes d'un fou de dieu palestinien, ne lui pose pas de problème. Bien entendu, il veut « porter un projet pour plus d'autorité, plus de liberté, plus d'identité ». Ça sonne bien aux oreilles de l'électorat réactionnaire et ça ne veut rien

dire. Enfin, il ajoute sa touche de cadeaux aux riches, avec une baisse des droits de succession et une révision de l'impôt sur le revenu, dans le sens de faire moins payer les plus hauts salaires.

Tout cela pourrait juste être écœurant et ridicule. Mais, dans leur course à la démagogie, ces tenants de l'ordre social agitent toutes les idées qui le confortent, en particulier celles de la division entre travailleurs et celles de l'autoritarisme contre les protestataires.

Marion Ajar

## RN : Bardella, les siens et les nôtres

Interrogé sur BFMTV, le vice-président du Rassemblement national, Jordan Bardella, a lâché une petite phrase qui en dit long.

Reprenant la théorie délirante du « grand remplacement », selon laquelle un complot viserait à remplacer la « race » blanche par les autres « races », il a expliqué : « Allez vous balader (...) en Seine-Saint-Denis, à Bobigny, à Drancy... ».

Interrompu par le journaliste qui lui a demandé : « Vous parlez de couleur de peau ? », il a poursuivi : « Je parle de culture, de religion, d'implantation sur notre sol d'une civilisation avec qui nous ne partageons rien. »

La civilisation de la Seine-Saint-Denis, c'est la vie de travailleur salarié, en usine, à l'hôpital, sur les chantiers. Ce sont les mères de familles ouvrières qui se battent pour élever leurs enfants. C'est le poids de la crise du capitalisme, dans le département le plus pauvre de métropole.

Bardella fait la distinction entre ceux dont les parents

viennent d'Afrique et ceux dont les grands-parents sont venus de Bretagne ou d'Espagne. Il veut remplacer la conscience d'appartenir à une même classe sociale par le mythe des races et la division entre travailleurs.

Ce remplacement-là vise à diviser les nôtres pour mieux servir les siens : les exploités.

Thomas Baumer

## Violences conjugales : l'impunité vient d'en haut

Le 20 août, le ministre de l'Intérieur Darmanin a annulé en catastrophe la nomination, un mois plus tôt, du nouveau chef de la gendarmerie de Nouvelle-Calédonie. Le colonel en question a en effet été condamné pour violences conjugales.

Cette condamnation était déjà prononcée il y a un an, quand le gendarme a été nommé commandant en second dans ce territoire du Pacifique. Elle a été confirmée en appel cette année, ce qui n'a pas empêché sa

promotion de second à chef, au début de l'été.

Tout cela était connu de la hiérarchie militaire et du ministère de l'Intérieur, et même de Marlène Schiappa, adjointe de Darmanin, qui se targue de lutter

contre les violences faites aux femmes. Elle avait reçu une lettre indignée de l'ex-femme du colonel, lettre à laquelle la politicienne macroniste n'a même pas daigné répondre.

Tout ce beau monde, qui trouvait normal de promouvoir ce cogneur de femme, a entamé une opération de rétropédalage quand la presse a révélé l'affaire, amenant des responsables

politiques calédoniens à demander l'annulation de cette nomination.

Lorsqu'en mai une femme avait été brûlée vive par son ex-conjoint à Mérignac, et qu'il était apparu quelques semaines plus tard que le policier qui avait recueilli sa plainte en mars avait été lui-même condamné pour violences familiales, Darmanin avait joué les justiciers outragés.

Il avait promis une enquête interne exemplaire et des sanctions « à tous les niveaux de la chaîne de responsabilité, si nous constatons qu'il y a eu un défaut dans l'organisation des services ». Or, dix jours auparavant, le colonel condamné pour violences conjugales était promu par son ministère.

Une réalité qui se passe de commentaires.

Lucien Détroit

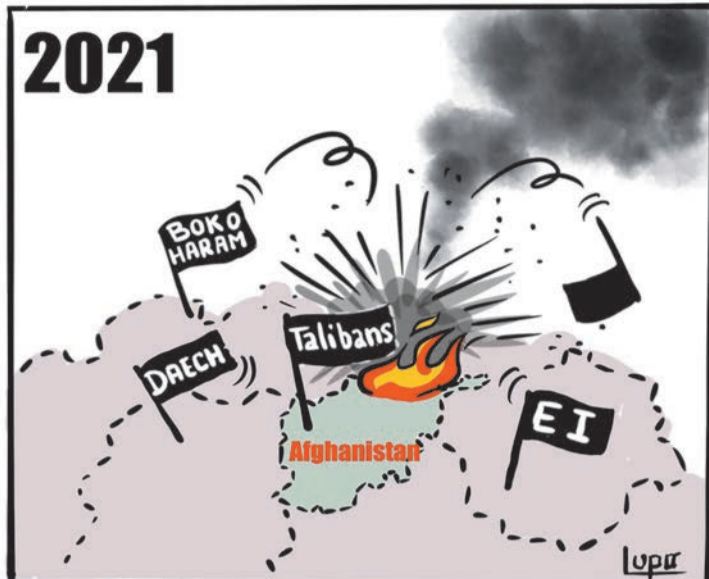
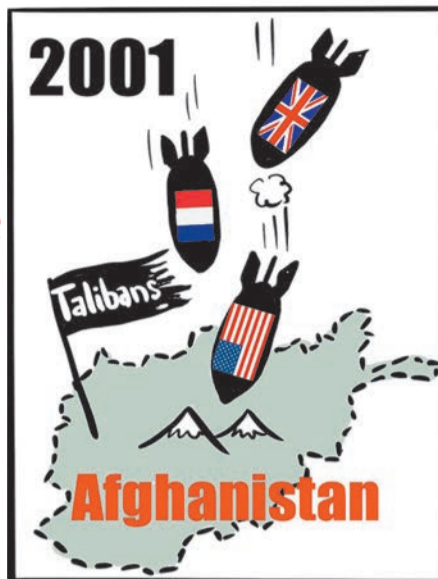
# Afghanistan : concurrence terroriste et responsabilité occidentale

**Le 25 août, un attentat à la bombe revendiqué par l'organisation État islamique a tué 80 civils et une dizaine de soldats américains, déclenchant des frappes américaines meurtrières.**

Ce fait dramatique s'est déroulé au moment où des milliers d'Afghans étaient encore massés autour de l'aéroport de Kaboul, dans l'espoir de quitter le pays. Cela fait des années que la population afghane subit à la fois les bombardements de l'armée américaine et de ses alliés impérialistes, et les exactions des différentes bandes armées, celles des talibans, celles d'al-Qaïda et celles de l'organisation État islamique (EI). Ces groupes terroristes

ont tous été engendrés, directement ou indirectement, par la politique de l'impérialisme américain et de ses alliés occidentaux.

Dans les années 1970, pour contrer l'influence de l'URSS, la CIA et le régime saoudien financèrent, entraînèrent et armèrent les groupes intégristes qui combattaient le gouvernement prosoviétique, puis les troupes de l'URSS quand celles-ci envahirent le pays pour soutenir ce gouvernement. Les



talibans parvinrent au pouvoir en 1996 avec le soutien américain. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, devenus les ennemis à abattre, ils furent chassés du pouvoir par l'intervention de l'impérialisme américain et de ses alliés. Les milices talibanes ont cependant continué à défier les armées impérialistes, imposant leur loi dans des zones entières, vivant de racket, de contrebande vers le Pakistan, et du trafic de l'opium du Helmand. Un gouverneur de la province du Kunduz, située au nord du pays, témoignait ainsi en 2010 : « *Les talibans font ce qu'ils veulent ici ; ils tuent, ils torturent, ils rackettent à l'envi.* »

Mais l'impérialisme a engendré bien d'autres groupes terroristes. Ainsi al-Qaïda fut créé en 1987 par Oussama

Ben Laden, un islamiste issu d'une famille saoudienne milliardaire. Avant de devenir l'ennemi public numéro un, il fut lui aussi un « allié » missionné par les services secrets saoudiens pour regrouper au Pakistan, près de la frontière afghane, des militants intégristes gagnés dans les camps d'entraînement dans le but d'intervenir en Afghanistan. De 1989 à 1996, ces djihadistes bénéficièrent du soutien masqué de la CIA et de celui, plus ouvert, des services secrets du Pakistan, allié des États-Unis.

Quant à l'organisation État islamique, elle est le produit de la guerre menée en Irak en 2003 par les États-Unis et la Grande-Bretagne avec la complicité des autres puissances impérialistes. L'EI, vaincu en Irak et en Syrie, tente de se reconstituer entre autres en

Afghanistan en se posant en concurrente des talibans.

Au milieu de ces multiples affrontements entre groupes en concurrence pour le pouvoir, les dirigeants américains ont choisi de laisser le champ libre aux talibans, c'est-à-dire ceux qui se sont finalement imposés sur le terrain, dans l'espoir qu'ils pourront peut-être garantir un semblant d'ordre, et surtout faute d'autres interlocuteurs plus solides.

Pour maintenir leur domination, les dirigeants impérialistes ont toujours favorisé les mouvements les plus réactionnaires ou soutenu des régimes tels que la monarchie saoudienne, chez qui la charia est en vigueur. Le sort de la population ne rentre bien évidemment jamais dans leurs calculs.

**Aline Retesse**

## Qatar : baigne meurtrier

Amnesty international vient de dénoncer le refus du Qatar d'enquêter sur les causes de la mort de milliers de migrants travaillant sur les chantiers de la prochaine Coupe du monde de football. Ce silence officiel arrange bien les rois du

béton comme Bouygues ou Vinci, ainsi que les sponsors ou annonceurs de cette prochaine compétition.

Le Qatar est un baigne pour travailleurs immigrés, sponsorisé par un capitalisme sans scrupule et sans honte.

## Migrants : l'Union européenne se barricade

**L'arrivée au pouvoir des talibans en Afghanistan a été l'occasion pour de nombreux pays de dresser murs et barbelés à leurs frontières, faisant un peu plus de l'Europe une forteresse contre les pauvres.**

Avec le retrait des forces américaines, des dizaines de personnes fuient depuis plusieurs mois les talibans vers l'Europe, en passant par l'Iran et la Turquie. À la frontière entre ces deux pays, elles se heurtent dorénavant à un nouveau mur, de près de 300 kilomètres et de trois mètres de haut. Le régime turc se vante de sa réalisation. Le gouverneur de la province de l'est du pays a déclaré que la Turquie voulait « *montrer au monde entier que ses frontières étaient*

*infranchissables* ». Le pouvoir turc, qui a marchandé au milieu des années 2010 avec l'Union européenne la rétention des migrants du Moyen-Orient loin de ces pays riches, renouvelle ses offres de services avec la crise afghane. Il n'est pas le seul à monter des murs et des barbelés. Fin août, la Grèce a achevé la construction d'un mur de 40 kilomètres à sa frontière avec la Turquie. Et la Bulgarie vient d'envoyer des troupes renforcer ses frontières.

L'Union européenne se barricade aussi du côté de la Biélorussie. Les gouvernements lituanien, polonais, estonien et letton reprochent à leur voisin biélorusse de se servir des migrants comme d'une arme diplomatique. Avec l'accord de l'Europe, la Lituanie va dresser des barbelés sur 550 kilomètres, tandis que la Pologne a annoncé l'installation d'une « solide clôture ».

L'Union européenne avait déjà fermé ses accès au sud. Là, ce sont les milices libyennes qui jouent le rôle de supplétives des pays riches, faisant tomber nombre de migrants d'Afrique dans un véritable esclavage. Dans cette

région, l'armée algérienne refoule elle aussi des milliers de déplacés vers le Niger, les laissant se débrouiller seuls à pied dans le désert. Et la Méditerranée est devenue un cimetière. Au moins 1146 personnes sont mortes en mer au cours du premier semestre 2021, le double du nombre de 2020. Quand les migrants sont secourus, c'est malgré les États, par des organisations humanitaires. Ainsi, fin juillet, 800 migrants ont été pris en charge par des bateaux humanitaires. Il leur a fallu attendre plus d'une semaine en mer dans des conditions effroyables avant de pouvoir débarquer en Sicile. Mais leur calvaire ne s'arrête

pas là. Une fois débarqués, les camps et les menaces d'expulsion les attendent.

À la fin de l'année 2020, le nombre de réfugiés et de déplacés s'élevait, dans le monde, à 82,4 millions, un chiffre qui a plus que doublé au cours de la dernière décennie. Aux guerres, où sont souvent impliquées les puissances occidentales, à la misère de ces pays pillés par les pays riches, s'ajoute désormais la crise climatique, qui pousse toujours plus de femmes et d'hommes sur les routes de l'exil, témoignant de la barbarie grandissante de la société capitaliste.

**Serge Benham**



La Turquie construit un mur à sa frontière avec l'Iran.

# Réfugiés afghans : la paix des cimetières et des camps



Des réfugiés afghans embarquent dans un avion américain.

**Le gouvernement américain prétend qu'il a permis à 122 000 Afghans de quitter leur pays. Ces réfugiés ne représentent qu'une toute petite partie des millions de personnes dont la guerre impérialiste a saccagé la vie.**

Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), pourtant peu susceptible de critiquer les États-Unis et leurs alliés, dénombre en effet plus de deux millions de réfugiés afghans en Iran et au Pakistan, pays limitrophes. Il y a plusieurs millions de déplacés dans le pays même. Le HCR prévoit aussi que 500 000 Afghans quitteront leurs pays d'ici la fin de l'année. Et d'ajouter que les dizaines de millions qui resteront auront évidemment aussi besoin de la solidarité internationale.

De plus, les 122 000 réfugiés qui ont embarqué dans les avions n'ont pas atterri aux États-Unis. Ils sont d'abord répartis sur l'une des nombreuses bases américaines qui parsèment, et contrôlent, la planète, puis triés suivant des critères connus des seuls services spéciaux. Ensuite ils seront dispersés dans des camps de réfugiés, de l'Ouganda au Kosovo, du Rwanda à l'Albanie. Seule une partie d'entre eux, la moitié selon certaines estimations, sera en définitive acceptée sur le sol du pays qui est à la fois le premier responsable de leur malheur

et le mieux à même de les accueillir, vu ses moyens financiers, humains et techniques. Mais les États-Unis sous-traitent à peu de frais l'accueil des réfugiés, comme ils le font de bien d'autres de leurs problèmes, depuis les chambres de torture de leurs prisonniers politiques jusqu'aux frais financiers de leur déficit budgétaire.

En Ouganda, par exemple, les Afghans rejoindraient le million et demi de réfugiés des guerres civiles africaines dans des camps sous l'autorité du Haut-Commissariat aux réfugiés. Il y a trois mois le HCR faisait appel à la générosité publique pour nourrir les réfugiés des camps ougandais que l'épidémie prive de travail et de revenus. «*La faim les menace*», écrivait-il.

C'est avec ce genre de camps et dans ces conditions que les États-Unis et leurs alliés, dont la France, se targuent de sauver les quelques milliers de réfugiés afghans qu'ils ont daigné exfiltrer. La paix de l'impérialisme est à peine moins criminelle que sa guerre, et tout aussi mensongère.

**Paul Galois**

# États-Unis : misère et aides alimentaires

**L'administration Biden vient d'annoncer une augmentation de 25 % du montant de l'aide en bons alimentaires – les food stamps – que peut toucher la population la plus pauvre. Près de 42 millions de personnes, dont près d'un cinquième des enfants du pays, survivent grâce à ces aides.**

Ce programme fédéral de bons alimentaires a été généralisé en 1964, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté que l'État américain a été contraint d'entamer, dans l'espoir d'éteindre la révolte qui éclatait dans les ghettos noirs des grandes villes. Il a été ensuite étendu à tout le pays en 1974, pour atténuer les premiers effets de la crise économique générale du capitalisme.

Ces bons alimentaires sont notoirement insuffisants : les trois quarts des bénéficiaires dépensent leur allocation mensuelle, qui ne permet que d'acheter de la nourriture, au cours de la première quinzaine du mois. Ensuite, ils dépendent de la charité et des banques alimentaires qui peuvent exister localement.

Avant la pandémie, le montant moyen des bons alimentaires pour un repas était de 1,97 dollar, alors que le coût de ce repas était estimé à 2,41 dollars. Au printemps 2020, lorsque le chômage a grimpé en flèche, le gouvernement républicain de

Trump avait augmenté provisoirement le montant des bons. Puis en décembre, au moment de la transition entre Trump et Biden, l'augmentation avait été fixée à 15 %, toujours provisoirement. Au 1<sup>er</sup> octobre, une augmentation de 25 % par rapport à 2019 deviendra pérenne.

Selon le démocrate Tom Vilsack, secrétaire d'État à l'Agriculture, qui gère ce programme, il ne s'agit pas tant de générosité vis-à-vis de la partie la plus pauvre de la classe ouvrière que de «*stabiliser la démocratie*». Il ajoute que, «*si 42 millions d'Américains avaient faim, vraiment faim, ils ne seraient pas heureux et il y aurait de l'instabilité politique*».

La précédente crise économique aiguë, celle dite des «*subprimes*» en 2008-2009, avait eu comme effet d'augmenter considérablement le nombre de pauvres ayant droit aux aides, qui était passé de 26 millions en 2007 à 47 millions en 2013. Il s'est ensuite stabilisé à 42 millions, le double de ce qu'il

était vingt ans auparavant.

En réalité, bien plus de personnes ont du mal à s'alimenter. Depuis des années, on ne peut s'inscrire que sur Internet pour espérer avoir des bons alimentaires, ce qui écarte tous ceux qui n'ont pas d'ordinateur ou n'arrivent pas à déposer un dossier complet sans aide.

La pauvreté, qui est ainsi cachée au sein de chaque foyer, a soudainement été visible début août dans une zone de l'État du Michigan touchée par des inondations catastrophiques fin juin. Une aide alimentaire d'urgence a été débloquée pour ceux qui n'avaient jusqu'ici pas accès aux bons, à condition qu'ils se présentent en personne à un guichet. D'un seul coup, des files immenses se sont constituées dans les rues, rappelant les images des soupes populaires de la grande crise des années 1930. Il a fallu que les guichets ouvrent deux jours supplémentaires pour que 87 000 personnes dans le besoin puissent bénéficier de bons alimentaires.

Les discours satisfaits des autorités sur la reprise économique n'ont que peu de rapport avec la lutte quotidienne des familles populaires pour se nourrir, dans le pays le plus riche du monde.

**Lucien Détroit**

# Allemagne : les cheminots en grève pour les salaires



«*Nous faisons grève.*»

**Pour la deuxième fois en quelques semaines, des milliers de cheminots de la Deutsche Bahn (les chemins de fer allemands) ont fait grève pendant plusieurs jours fin août.**

L'inflation est forte en Allemagne. Ces derniers mois les prix de l'alimentation, des loyers, des carburants, ont beaucoup augmenté. Avec une inflation officiellement à 3,8 % lors des négociations salariales, la direction proposait 0 % pour 2021, et une

augmentation future de 3,2 %, étalée sur 28 mois. Par-dessus le marché, la Deutsche Bahn annonce une attaque sur les retraites complémentaires.

Après une consultation où 90 % des votants se sont exprimés pour la grève, celle-ci a démarré à l'appel de leur

syndicat, GDL, le syndicat des roulants. Les trois quarts des trains, régionaux ou à grande vitesse pour les voyageurs ou de fret, sont obstinément restés à l'arrêt.

À la Deutsche Bahn il y a deux syndicats, l'EVG majoritaire, et le GDL, plus combatif mais aussi plus corporatiste. En 2015, le gouvernement avait fait passer une loi visant à empêcher qu'un syndicat non majoritaire, comme GDL, puisse appeler à la grève. Ainsi la grève actuelle des cheminots, pour les salaires et les conditions de travail, s'oppose-t-elle aussi, de facto, à cette loi antiouvrière.

Malgré les propos hargneux de la direction de l'entreprise, encore détenue à 100 % par l'État, et les reportages à charge fustigeant l'irresponsabilité ou l'égoïsme des grévistes, les cheminots tiennent bon. Le lundi 30 août, ils ont décidé de se remettre en grève, et plus longuement cette fois, du 2 au 7 septembre, pour défendre leur niveau de vie.

**Alice Morgen**

# Journée du 5 octobre: les travailleurs doivent défendre leurs objectifs

**Les confédérations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires appellent l'ensemble des travailleurs à une journée de grève générale et de manifestation le 5 octobre.**

Ses initiateurs revendiquent la hausse des salaires, l'abandon de toutes les mesures antiouvrières, celle qui devrait frapper les chômeurs à partir du 1er octobre comme celle, envisagée pour plus tard, du recul de l'âge de la retraite. Plus largement, l'appel

dénonce la précarité et les fermetures de services publics, hospitaliers ou autres. Après des mois sans initiative de la part des directions syndicales, un tel appel est bienvenu et peut permettre aux travailleurs de toutes catégories de se retrouver ensemble.

Il est nécessaire que la classe ouvrière affirme ses propres revendications, son droit à la vie, alors que patronat et gouvernement s'attaquent à l'ensemble du monde du travail et lui font payer l'enrichissement indécent d'une petite minorité de géants capitalistes.

Face à des attaques multiformes qui touchent toutes les catégories de travailleurs, en CDI ou précaires, du privé comme du public, au travail ou sans emploi, tous doivent rassembler leurs forces, par-delà les divisions artificielles avec lesquelles on essaye de les affaiblir. Cela passe déjà par la conscience que tous sont attaqués et ont donc les mêmes intérêts. C'est sur cette base que pourra se créer un réel rapport de force: des dizaines de millions de travailleurs d'un côté, et quelques milliers de privilégiés et de profiteurs de l'autre.

Mais pour affirmer ses droits, la classe ouvrière a besoin d'un programme qui rassemble l'ensemble des travailleurs, quelle que soit leur situation, et qui mette en avant les mesures indispensables à tous.

Il faut une augmentation massive et générale des salaires et des pensions. Mais, pour qu'elle ne soit pas aussi vite reprise par l'inflation qu'elle aura été donnée, il faut imposer l'échelle mobile, afin que salaires et pensions suivent l'évolution des prix, sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Pour mettre fin au chômage de masse, il faut répartir le travail entre tous, en garantissant les salaires. Pour en finir avec cette folie qui consiste à faire travailler les uns à des cadences infernales pendant que les autres sont confinés au chômage, il faut travailler moins, pour travailler tous. Les salaires et la garantie des emplois

doivent être financés par les profits des groupes multimilliardaires et les centaines de milliards que l'État déverse en direction des actionnaires. Cela permettra à des millions de chômeurs, jeunes ou moins jeunes, de trouver un emploi dans les services publics nécessaires à la population, qui crèvent aujourd'hui des restrictions d'effectifs, ou de rejoindre leurs camarades des usines, des chantiers, des bureaux, qui n'en peuvent plus de subir des conditions de travail d'un autre âge.

Ce programme pourra unifier les quelque 28 millions de travailleurs, devenir le point de ralliement de tous, s'il est porté par des militants dès aujourd'hui. Mais cette unité ne pourra se faire que dans la lutte, la lutte de classe, sans avoir peur de remettre en cause le pouvoir de la classe capitaliste parasite.

**Paul Sorel**



Dans la manifestation à Lorient contre le passe sanitaire.

## Le Maire et le Medef: indécente liaison

**Mercredi 25 août, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a comparu devant l'université d'été du Medef.**

Il a présenté aux patrons présents ses pistes pour relancer la production, maintenant qu'est censé se terminer le « quoi qu'il en coûte ». Ces pistes correspondent si bien à ce que réclame de son côté Roux de Bézieux, le président du Medef, que certains se sont demandé s'ils n'avaient pas échangé leurs discours.

Pour tous les deux, l'essentiel est de renforcer la pression sur les salariés. Cela passe par la réforme de l'Assurance chômage, qui devrait entrer en vigueur le 1er octobre. Selon Roux de Bézieux, le système actuel « décourage la reprise du

travail », tandis que, le taux de chômage étant paraît-il revenu à son niveau d'avant la crise du covid, il faudra dès septembre 2022 reculer l'âge de départ à la retraite. « La France a besoin de travailler plus », argumente Roux de Bézieux. Le Maire fait chorus: « Oui, la France a besoin d'une réforme des retraites. »

Tous deux sont d'accord aussi pour reprendre les recettes à succès suspendues à cause de la crise sanitaire. Le Maire s'est dit favorable à la vente de participations de l'État dans des entreprises, comme ADP, tandis que Roux de Bézieux

a exhorté le gouvernement à poursuivre la baisse des impôts de production payés par les entreprises: le plan de relance n'en supprime que 20 milliards, sur 70.

Depuis dix-huit mois, les patrons se sont gavés d'aides publiques. Maintenant ils revendiquent de marcher tout seuls, comme des grands. Et Le Maire les y encourage: « Que l'économie soit libre, qu'elle crée des emplois et de la richesse sans le soutien de l'État. » Mais il s'agit là d'une fiction: l'État paie, exonère, passe commande, dédommage et subventionne, et les patrons s'exclament, tout fiers: « Regardez, on s'en tire tout seuls! »

**Vincent Gelas**



## Salaires: pour les augmenter, il faudra se battre

**Dans le monde du travail, toutes et tous sont depuis longtemps conscients de l'insuffisance des salaires, qu'il faudrait augmenter. Voilà qu'aujourd'hui ce sont des journalistes, des économistes, des ministres, voire des patrons, qui parlent d'augmenter les salaires.**

Ainsi Patrick Artus, chef économiste de la banque de financement Natixis, déclare dans le *Journal du Dimanche*: « Il faut augmenter les bas salaires. » Et le ministre de l'Économie,

Le Maire, lui fait écho sur France Info: « Il faut augmenter les très bas salaires. » Pour eux, il n'est bien sûr pas question d'augmenter tous les salaires. Ni même le smic, pour lequel

Attal, porte-parole du gouvernement, exclut tout « coup de pouce », en dehors de l'obligation légale. Leur problème est de remédier à la pénurie de main-d'œuvre dans des secteurs comme la restauration ou le bâtiment, où les salaires indignes s'ajoutent aux conditions de travail pénibles qui font fuir les travailleurs.

Le Maire a conseillé au Medef de faire évoluer les rémunérations pour attirer

les candidatures, tandis que son président dit s'attendre à des augmentations de salaire, vu les difficultés de recrutement.

Quelles que soient les attentes ou les craintes de ces gens-là, les salaires, eux, restent au plus bas, et les attaques contre les droits des chômeurs visent à les maintenir bas. Les patrons et leurs serviteurs du gouvernement y veillent. Pour nombre de travailleurs, le

smic est même en réalité un maximum, que beaucoup n'atteignent pas, du fait de temps partiels ou de contrats intermittents.

L'augmentation des salaires est une nécessité vitale. Mais, comme tout ce qui est nécessaire aux travailleurs, ce sont leurs mobilisations et leurs luttes qui devront l'imposer à la bourgeoisie et à son État.

**V. G.**



## Rentrée scolaire : la "normalité" selon Blanquer

Blanquer, le ministre de l'Éducation, dans un message le 26 août, a promis une rentrée améliorée, qu'il s'agisse des effectifs ou des rémunérations.

Du côté des rémunérations, en fait d'augmentation de salaire, il s'agit d'une prime mensuelle versée à partir de février 2022 : 57 euros net pour les enseignants ayant un ou deux ans d'ancienneté, 29 euros jusqu'à 22 ans d'ancienneté, et rien pour les 40% restants. Quant à atteindre les 2 000 euros net mensuels évoqués par le ministre comme la rémunération minimum, ce sera après 2022, « si nous restons au pouvoir ». Pour les autres catégories, pas un mot sur les salaires,

à part une promesse de progression automatique des rémunérations, tous les trois ans, aux salariés qui accompagnent des élèves en situation de handicap (AESH), toujours en contrat précaire et sous-payés.

Du côté des effectifs, c'est pire : le gouvernement a déjà prévu des créations de postes dans le primaire, en en supprimant quasiment autant dans le secondaire. Il a annoncé le recrutement de 700 assistants d'éducation (AED), mais un certain nombre ont jeté l'éponge,

alors qu'ils étaient volontaires avant les vacances, selon certains conseillers d'éducation de collège ou lycée. Il faut dire que la précarité, la paye insuffisante et les conditions de travail sont dissuasives, d'autant plus que maintenant, à la surveillance des études et de la cantine, au contrôle du respect des mesures sanitaires, s'ajoutera celui des flux d'élèves vers les éventuels centres de vaccination dans ou à côté des établissements.

Le flou des mesures sanitaires annoncées récemment par Blanquer a inquiété les parents et les enseignants ; le manque de personnel, enseignant ou non, s'annonce très préoccupant. Le ministre de l'Éducation espère tout de même « la rentrée la plus normale possible ».

Normale ? Oui, en un sens, avec une pénurie de personnel et des crédits insuffisants, comme d'habitude ; mais peut-être aussi avec des réactions contre une politique qui détourne l'argent public vers les poches du grand patronat.

Sylvie Maréchal



Brasser du vent  
ne suffit pas  
pour aérer  
les classes !

## Lycée Jean-Macé - Rennes : une sanction inacceptable

L'enseignant Édouard Descottes a été sanctionné par une mutation d'office pour sa participation à la contestation de la réforme du bac.

Ce professeur d'histoire-géographie de 57 ans, depuis vingt ans au lycée Jean-Macé de Rennes, est responsable syndical SNES-FSU de son établissement.

Début 2020, la mobilisation des élèves et des professeurs s'était développée dans tout le pays contre cette réforme de Blanquer. Un parent d'élève était alors intervenu dans une

émission radio, accusant cet enseignant d'avoir incité ses élèves à faire grève. Le 5 juillet 2021, celui-ci était convoqué devant une commission disciplinaire au rectorat de Rennes. Pour le soutenir, 200 enseignants, élèves, parents d'élèves et syndicalistes étaient présents.

Le samedi 21 août, à dix jours de la rentrée, Édouard

a reçu la sanction du ministère sous la forme d'une mutation d'office. L'administration invoque des motifs pédagogiques dérisoires, mais surtout des raisons liées à son engagement syndical.

Il lui est reproché d'avoir « instrumentalisé ses élèves » lors de la mobilisation contre la réforme du bac en 2020. Or les élèves se sont mobilisés eux-mêmes, sans jamais interdire l'accès aux épreuves du bac à leurs

## Nouvelle hausse du gaz : ils nous gonflent !

Les tarifs du gaz naturel viennent d'augmenter de 8,7% depuis le 1<sup>er</sup> septembre. C'est une augmentation énorme, surtout à la veille de l'automne et de l'hiver.

Cela fait suite à une augmentation des tarifs de 10% en juillet, de 5,3% en août et au total de 15,8% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les autorités, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) qui décide des tarifs en tête, expliquent abondamment que la France n'y est pour rien. Comme le pays ne produit quasiment pas de gaz naturel, il doit tout acheter à l'étranger. Et là ce sont des trusts d'État, Statoil pour la Norvège, Gazprom pour la Russie, Gasunie pour les Pays-Bas, etc., qui font la

loi. Les contrats sont à long terme, sur vingt ou trente ans, mais indexés sur les cours du pétrole et... secrets.

Bien entendu, ces producteurs ainsi qu'Engie, le distributeur national, s'en mettent plein les coffres.

Sans oublier l'État, qui prélève environ un tiers du montant des factures en taxes. Parmi ces taxes, la TICGN, censée limiter la consommation de gaz, énergie fossile, par souci écologique. En 2014, elle valait 1,19 euro le mégawattheure et avait déjà grimpé à 8,45 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Depuis, à la suite du mouvement des gilets jaunes, son montant est inchangé, alors qu'il était prévu en augmentation.

Cet argent va dans les caisses de l'État, qui le déverse dans le trou sans fond des innombrables cadeaux au patronat.

Face à cette énième attaque contre leur pouvoir d'achat, les travailleurs devront lutter pour imposer des salaires permettant d'y faire face et qui augmentent en même temps que le coût de la vie.

André Victor



## Mayotte : Darmanin contre les migrants

En visite à Mayotte lundi 30 août, Gérald Darmanin a annoncé diverses mesures destinées à rendre la vie impossible aux migrants venus des îles voisines et à empêcher leurs enfants d'acquiescer la nationalité française.

Seul territoire français au milieu de l'archipel des Comores, Mayotte, malgré sa pauvreté endémique, fait figure de lieu privilégié pour les plus pauvres encore des îles voisines. Beaucoup se lancent dans la traversée en kwassas-kwassas

(petites embarcations à moteur) et risquent leur vie pour gagner Mayotte.

Pour Darmanin, tout est bon pour les en dissuader. Il annonce la livraison de deux nouveaux navires intercepteurs et le renforcement de la surveillance

aérienne contre les kwassas-kwassas. Il propose de permettre la destruction des cabanes en tôle construites par les migrants jusqu'à 96 heures après leur découverte, au lieu de 48 heures précédemment. Il compte créer un fichier commun à toutes les municipalités, pour que la même demande de titre de séjour ne puisse pas être déposée dans plusieurs mairies en même temps.

Pour ce qui est des enfants de migrants mahorais, il envisage de continuer à réduire le « droit du sol ». Depuis 2018, tout enfant né à Mayotte ne peut déjà prétendre à la nationalité française que si au moins l'un de ses parents a été en situation régulière ininterrompue depuis trois mois avant sa naissance. Avec le nouveau projet de loi spécifique à Mayotte, qui sera présenté à l'Assemblée début 2022,

cette présence obligatoire devrait passer à un an.

Pour flatter les préjugés antimigrants et anti-pauvres, Darmanin annonce des mesures rapides. En revanche, il prend son temps pour aligner les prestations sociales versées à Mayotte sur celles de la métropole, ce qui serait un minimum pour lutter contre la pauvreté. Pour le moment, ce n'est prévu que pour... 2036!

Valérie Fontaine

## SMRC – Gondecourt : la grève fait plier la direction

À Gondecourt, dans le Nord, l'usine de sous-traitance automobile SMRC (ex-Reydel) compte environ 400 salariés. Depuis des mois, la direction négociait avec les syndicats un nouvel accord. Des bruits circulaient sur le vol de jours de congés ou de RTT et le paiement à la baisse des heures supplémentaires. La direction voulait faire travailler plus pour gagner moins, alors que les salaires sont déjà très bas.

Beaucoup de travailleurs n'avaient toujours pas digéré le prétendu « accord de préservation et de développement de l'emploi », imposé en 2017 : 3 RTT supprimées, des pauses déjà rikiki rabotées de 8 minutes, pour finir réduites à trois fois 9 minutes, le quota de 28 heures supplémentaires obligatoires par an payé au tarif normal, sauf pour l'équipe de nuit, un délai de carence de trois jours au premier arrêt-maladie. « On ne veut plus rien donner », disaient les travailleurs.

Dès la rentrée, fin août, la direction a voulu accélérer la signature. La CGT a alors expliqué par tract que la direction voulait imposer un quota de 40 heures supplémentaires obligatoires non majorées par an. Bien que le tract

n'ait pas appelé à la grève, les travailleurs de l'équipe de nuit se sont mis spontanément en grève le mercredi 25 août, et le mouvement s'est propagé naturellement aux autres équipes. Même des team-leaders se sont mis en grève. Les intérimaires se sont montrés très solidaires. Tous les grévistes se sentaient fiers de leur réaction et disaient : « Il était temps qu'on réagisse ! » Tous refusaient de perdre quoi que ce soit : « C'est au tour de la direction et des actionnaires de donner ! Nous, on a déjà donné ! » Ils ont d'ailleurs ajouté à leurs revendications celle du paiement des heures de grève.

De nombreuses discussions ont eu lieu dans l'usine. Les membres de la direction tentaient d'expliquer les nouveaux

sacrifices demandés qui « auraient été mal compris » ! Ils soufflaient le chaud et le froid, les justifiant ou lançant avec mépris : « De toute façon, vous pouvez faire ce que vous voulez, ça se fera ! » Ils se sont fait copieusement rembarrer par les grévistes.

Pendant le week-end, la direction a tenté de faire pression sur les grévistes individuellement, en envoyant de nombreux messages, parlant de la confiance des clients, Renault, Stellantis, Volvo, qui serait largement entamée, ce qui mettrait en danger l'usine... Une preuve, s'il en fallait, qu'elle redoutait que la grève continue le lundi matin.

Finalement, c'est quand elle a abandonné le quota de 40 heures et l'a remis à 28 heures, et qu'elle a lâché une prime de 250 euros brut, que deux équipes ont repris le travail, lundi 30 août, satisfaites d'avoir fait reculer la direction ensemble. L'équipe de nuit, elle, a voulu marquer le coup et a continué la grève quelques heures lundi soir.



Les travailleurs échappent au quota de 40 heures grâce à la grève. S'ils n'ont pas obtenu le retour au paiement à 75 % des heures supplémentaires, ils ont tout de même fait reculer la direction, en obtenant qu'elles soient payées à 50 % au lieu de 25 %.

Les travailleurs savent que les négociations continuent, sans bien connaître tous les points en discussion. Même s'ils ont gagné par leur lutte sur un point qui leur tenait à cœur, ils restent méfiants pour la suite.

Correspondant LO

## Hôpital de La Timone – Marseille : il manque toujours du personnel

Pour les salariés de l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille (AP-HM), les contrôles de passe sanitaire ont commencé lundi 30 août. À partir du 15 septembre, les agents qui n'auront pas au moins la première injection du vaccin seront interdits d'entrée à l'hôpital. Ils devraient être suspendus et privés de leur salaire.

À l'hôpital de La Timone, la direction avait commencé dès avril à renvoyer les CDD aides-soignants et ASH recrutés en renfort Covid, sans se soucier des conséquences. Alors que les

congés d'été n'avaient pas commencé, le manque de personnel était déjà criant.

La quatrième vague, arrivée très vite pendant les vacances, a frappé d'autant plus durement. Faute de

soignants en nombre suffisant, des unités ou des lits ont dû être fermés et le personnel a été redéployé au gré de l'urgence, au risque de faire des erreurs, dans des services que les travailleurs ne connaissent pas toujours.

Il manque toujours des lits pour les Urgences, débordées par l'afflux des malades. Les réanimations sont pleines, et quatre patients ont dû être transférés dans d'autres hôpitaux du pays.

Au pôle Infectieux, l'IHU, l'une des unités fermées pour permettre aux salariés de prendre leurs congés, a été rouverte en catastrophe pour absorber les malades du Covid mais, là aussi, le personnel manque cruellement.

Beaucoup d'agents n'ont pas oublié la façon dont ils ont été maltraités et rendus responsables de la diffusion du virus et des clusters qui se sont déclarés dans de nombreux services. Après tout ce qu'ils ont affronté depuis un an et demi, ils sont passés de l'incompréhension à la colère devant

l'attitude de la direction et le renvoi des CDD.

Alors si, fin août, 32 % des agents de l'AP-HM n'étaient toujours pas vaccinés malgré les menaces, c'est peut-être par manque de confiance dans le vaccin, mais surtout par défiance vis-à-vis d'une direction et d'un gouvernement irresponsables.

Aujourd'hui, de nombreux agents écœurés sont prêts à tout pour fuir l'hôpital, quitte à renoncer à leur métier. L'obligation vaccinale s'ajoute aux conditions de travail insupportables. Et tandis que certains agents, épuisés, sont en arrêt maladie, la plupart des CDD, remerciés sans égard, ne sont pas près de revenir.

La direction prétend qu'elle peine à recruter de nouveaux travailleurs prêts à endosser la blouse de renfort Covid à l'AP-HM. Si elle améliorerait les conditions de travail et les salaires à l'embauche, nul doute qu'elle connaîtrait moins de difficultés !

Correspondant LO



### Dans les bulletins Lutte ouvrière

#### Il ne manque pas d'air

Macron justifie l'obligation vaccinale en disant qu'il n'y aurait pas assez de soignants vaccinés.

Ce dont nous sommes sûrs et certains, c'est qu'il n'y a pas assez de soignants tout court.

CHU Rouen – Charles Nicolle

#### On ne fait pas la manche

Avec le Ségur 2, le gouvernement promettait des augmentations à plusieurs centaines d'euros. En réalité ce sera en moyenne 30 euros mensuels, et même 3 ou 4 euros pour certains. Et rien pour la majorité d'entre nous. Loin des 300 euros qu'il nous faut pour tous.

CHU Toulouse

#### Débrayage à l'Emboutissage

Vendredi dernier à l'Emboutissage, en équipe 22, en débrayant une heure les ouvriers ont obtenu que la direction recule sur le décalage des pauses et sur l'effectif.

La mobilisation collective a payé : c'est la seule façon de se faire respecter.

PSA Poissy

#### Ça nous donne des boutons

En Peinture, la direction voudrait faire passer la cadence de 190 véhicules par équipe avant les vacances à 266 aujourd'hui, sans un seul ouvrier en plus.

Pas étonnant que la chaîne s'arrête (presque) toute seule.

PSA Poissy

#### Un exemple à suivre

Entre 2019 et 2020, les dix dirigeants les plus cher payés de La Poste ont été augmentés d'environ 4000 euros... par mois.

Cela nous donne des idées.

La Poste Minimes-La Vache  
Toulouse

#### Newrest : zéro légitimité

Au bar TGV, depuis ce lundi on doit montrer patte blanche pour avoir le privilège de bosser pour Newrest. Sans passe sanitaire, pas de travail, et surtout pas de salaire. C'est l'employeur qui nous contrôle, ce même employeur qui n'a jamais été capable d'installer un simple plexiglas sur le comptoir du bar, malgré des demandes répétées. Ça ressemble à une mauvaise blague.

SNCF Strasbourg



# RATP bus : la direction désavouée

**La décision de licencier le conducteur de bus Ahmed Berrahal vient d'être refusée par l'inspection du travail.**

La RATP avait envoyé ce travailleur en conseil de discipline au motif d'un prétendu harcèlement moral à l'encontre d'un agent de l'encadrement du dépôt de bus de Flandres, en région parisienne. Elle avait même payé un cabinet d'avocats parisien pour enquêter et établir ce prétendu harcèlement.

L'inspection du travail a

contredit une par une les assertions de la direction qui avaient conduit à la décision de licenciement, jugeant même qu'*«il existe un doute sérieux sur la partialité de l'enquête diligentée par la RATP»*. En effet Ahmed, en tant qu'élu CGT à la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) et référent harcèlement, avait signalé à la direction la

main courante d'une salariée se plaignant de harcèlement sexuel. Cela mettait en cause, justement, le chef que la direction désigne comme victime du harcèlement dont elle accuse Ahmed.

Chacun a compris qu'il s'agit de représailles contre un militant investi lors de la grève contre la réforme des retraites. Il paie aussi pour son rôle de délégué CSSCT, par lequel il a contribué à la mise en demeure de la direction de la RATP pour ses manquements à

la protection des salariés, au début de l'épidémie du Covid.

La direction a d'ailleurs utilisé les mêmes méthodes répressives à l'encontre d'autres militants de la grève, comme au dépôt de bus de Vitry, où la procédure de licenciement envers Alex El Gamal a été aussi refusée par l'inspection du travail, puis par le ministère du Travail.

La direction dispose en effet de la possibilité de faire un recours auprès du

ministère contre la décision de l'inspection du travail. On ne sait pas à ce jour ce qu'elle fera au sujet d'Ahmed Berrahal et si elle poursuivra sa politique d'acharnement répressif. Son objectif est d'impressionner tous les travailleurs de la RATP, alors qu'elle entreprend de faire reculer leurs conditions de travail et leurs droits.

En tout cas, c'est un point marqué contre le coup monté de la direction.

**Correspondant LO**

# Grenoble : grève dans les bibliothèques

**Une partie des employés des bibliothèques de Grenoble sont en grève depuis le 24 août, car ils refusent d'effectuer le contrôle du passe sanitaire des usagers.**

Ils estiment que ce passe constitue une atteinte à leur mission d'accès à la culture pour tous, et que ce seront les plus démunis, les plus précaires qui seront principalement rejetés.

Pour eux, pas question de priver de bibliothèque leurs usagers, en particulier ceux qui ne partent pas en vacances!

Lors d'une assemblée générale, un gréviste témoignait de son désarroi face à une grand-mère complètement perdue, ne comprenant pas pourquoi l'accès de la bibliothèque lui était

brusquement interdit, ou encore face à ces mamans qui attendaient dehors leurs enfants qui, eux, pouvaient rentrer. Le mécontentement s'était exprimé le 30 juillet par un mail, signé par une vingtaine de bibliothécaires, envoyé à la direction pour dénoncer ce contrôle prévu dès le 9 août et réclamant le retour à un système de jauge.

La réaction du maire écologiste, Éric Piolle, ne s'était pas fait attendre: le 11 août, il faisait adresser par son directeur général un courrier menaçant de sanctions

disciplinaires les employés s'opposant au contrôle du passe. Mais deux jours plus tard, par communiqué de presse, il demandait au ministre de la Santé un retour à une jauge dans les établissements recevant peu de public. Il exprimait un soutien hypocrite aux grévistes, qu'il continuait à menacer de sanctions, argumentant qu'il était obligé, en tant que «républicain», de faire respecter la loi. Les bibliothécaires lui ont adressé une lettre ouverte dénonçant ce double discours et lui demandant de choisir son camp. Pour l'heure, pas de réponse.

À ce jour, le maire a donc réussi à fédérer contre lui les

six organisations syndicales de la ville et une grande partie des bibliothécaires, dont certains font leur première grève. Tous sont choqués du mépris à leur encontre dont fait preuve son adjoint, envoyé pour négocier.

Pour l'instant le moral est bon. Les diffusions de tracts

devant des bibliothèques fermées reçoivent un bon accueil, et des bibliothécaires des communes environnantes prennent contact ou viennent aux assemblées générales, exprimant ainsi leur envie de se joindre au mouvement.

**Correspondant LO**



Des bibliothécaires discutant avec des usagers.

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos**  
[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Audio-LO**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Algérie-Maroc: une tension orchestrée de part et d'autre

Depuis le 24 août, l'Algérie a rompu ses relations diplomatiques avec le Maroc. Elle lui reproche le soutien apporté à Rachad, une organisation islamiste, et au Mouvement pour l'autonomie en Kabylie (MAK). Ces deux organisations, classées terroristes par l'Algérie, sont accusées d'être à l'origine des incendies ravageurs qui ont frappé le pays, ainsi que du lynchage d'un jeune.

La déclaration de l'ambassadeur du Maroc à l'ONU sur « le vaillant peuple kabyle [qui] mérite, plus que tout autre, de jouir pleinement de son droit à l'autodétermination », a été le prétexte de la rupture. L'ambassadeur mettait en parallèle une prétendue revendication nationaliste kabyle et la question du Sahara occidental, sur laquelle les deux pays s'opposent depuis quarante-cinq ans.

En 1975, le Maroc annexa en partie cette ex-colonie espagnole sans consulter la population, qui exige toujours la tenue d'un référendum. Une guerre fut menée par le Maroc contre les indépendantistes du Front Polisario, soutenus militairement par l'Algérie. La question semblait en sommeil, jusqu'à ce que Donald Trump propose, en décembre 2020, de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara

occidental, en échange de la normalisation des relations entre le Maroc et Israël. Cet accord est venu bousculer l'équilibre régional et a ouvert un nouveau chapitre dans la rivalité qui oppose les deux plus grands pays du Maghreb.

Attisée par les manœuvres des puissances impérialistes, cette rivalité sert avant tout les bourgeoisies des deux pays. Quant aux deux peuples, algérien et marocain, ils se sont toujours considérés comme frères, partageant la même culture, la même langue. Longtemps colonisés et opprimés par la même puissance coloniale, ils ont mené de durs combats pour accéder à l'indépendance. Ils avaient les mêmes aspirations, une histoire commune, ils auraient dû avoir un avenir commun, mais ce ne fut pas le cas. La rivalité était inscrite dans les projets des dirigeants



Poste frontière marocain de Guerguerat donnant accès à la zone tampon entre le Maroc et la Mauritanie.

nationalistes, qui visaient chacun à la construction de leur propre État. Elle déboucha en 1963, peu de temps après l'indépendance de l'Algérie, sur la guerre des Sables, dont l'enjeu était le tracé des frontières qui séparaient les deux pays.

En Algérie cet été, alors que la population était confrontée à l'incurie de ses dirigeants face à la crise sanitaire et aux incendies, le pouvoir, se posant en victime d'un

complot, s'est servi du problème de ses relations avec le Maroc pour tenter de faire oublier sa responsabilité dans le manque de moyens, de pompiers et d'hospitaliers.

Alors que les populations des deux pays subissent une crise sans précédent, un chômage de masse, une misère qui s'approfondit, la tension entretenue par leurs gouvernements permet de créer un sentiment d'unité nationale qui vise

à détourner la colère et à étouffer la contestation.

En Algérie et au Maroc, il faut espérer que les travailleurs et les classes populaires des deux pays ne tombent pas dans le piège nationaliste tendu par des régimes qui ne sont jamais que des rouages de l'ordre impérialiste. Ce n'est qu'en s'armant des valeurs du mouvement ouvrier, de son internationalisme, qu'on pourra le renverser.

Leïla Wahda

## Les Antilles sous Covid: pas de fatalité!

En Martinique et en Guadeloupe, le taux d'incidence de l'épidémie diminue, mais reste particulièrement élevé. À tel point que les mesures de confinement et de couvre-feu ont été prolongées par les préfets jusqu'au 19 septembre et la rentrée des classes reculée au 13 septembre.

Les hôpitaux sont toujours aussi débordés, des Urgences jusqu'aux services de réanimation. Le nombre de décès Covid continue de croître à un rythme moyen d'environ 20 par jour, sur les deux îles, pour une population d'un peu plus de 700 000 habitants. Et cela

sans compter les décès à domicile. Il n'y a pas une famille qui ne soit touchée, de près ou de loin.

Dans cette situation, il y a eu dans un premier temps un afflux important vers les vaccinodromes, puis de nouveau une baisse conséquente. Face à la méfiance

populaire vis-à-vis du vaccin, les appels se multiplient, venant de médecins, du Conseil de l'ordre et de personnalités diverses, afin d'augmenter le nombre de candidats à la vaccination.

Des renforts de l'Hexagone viennent à tour de rôle pour combler le déficit de personnel des hôpitaux et cliniques. Des concentrateurs d'oxygène et des respirateurs sont enfin arrivés par avion cargo. Suffisamment? On ne sait pas. Mais, quand on pense que beaucoup de gens n'ont pu être pris en charge et sont morts par manque d'oxygène, chez eux ou même à l'hôpital, on mesure le manque d'anticipation, de préparation face à cette catastrophe sanitaire prévisible.

Un médecin a fait part de difficultés pour oxygéner suffisamment des patients, car les tuyaux d'oxygène du CHU de Pointe-à-Pitre sont trop petits! Incroyable, mais vrai!

C'est tout cela aussi que dénoncent une trentaine d'organisations, les syndicats du pays et certains mouvements politiques, dont Combat ouvrier, qui en Guadeloupe continuent leur campagne de protestation contre l'obligation vaccinale

sous peine de sanction des travailleurs, tout en rappelant, au moins pour ce qui concerne Combat ouvrier, la nécessité de la vaccination.

Lors de la dernière manifestation, samedi 28 août, des caravanes ont sillonné différents points de la Guadeloupe. Par groupes, environ 250 à 300 militants y ont participé. Cette semaine, un meeting est prévue à Baie-Mahault, jeudi 2 septembre,

et samedi une nouvelle manifestation dans les rues de la commune de Petit-Bourg. Mercredi 1<sup>er</sup>, les pompiers, qui refusent l'obligation vaccinale et les sanctions, ont prévu une manifestation aux Abymes et invité la population à venir les soutenir.

Plusieurs syndicats appellent à la grève à partir du 9 septembre

Pierre Jean-Christophe



L'entrée du CHU à Pointe-à-Pitre.

## Un monde foot, un monde dingue

En seulement dix ans, les clubs de football ont dépensé en mercato, c'est-à-dire pour acheter des joueurs à d'autres clubs, plus de 41 milliards d'euros – une somme à la croissance exceptionnelle. À peine 30 clubs, tous en Europe, pèsent pour près de la moitié de ce total. En haut de la liste, on trouve Manchester City, Chelsea, FC Barcelone ou le Paris Saint-Germain, qui appartiennent à des milliardaires ou à des monarchies pétrolières.

Rêvons un peu. Avec ces 41 milliards, on aurait

pu salarier (cotisations incluses) plus de 100 000 éducateurs sportifs pendant dix ans. Ou bien on aurait pu entretenir 200 000 terrains de football pour les jeunes et les moins jeunes. Ou encore, construire 3400 piscines avec un bassin de 50 mètres de long. Mais, pour cela, il aurait fallu que l'argent ne soit pas accaparé par les capitalistes du foot, mais aille d'abord au sport populaire pour toutes et tous. Bref, nous serions dans un autre monde.

M.B.